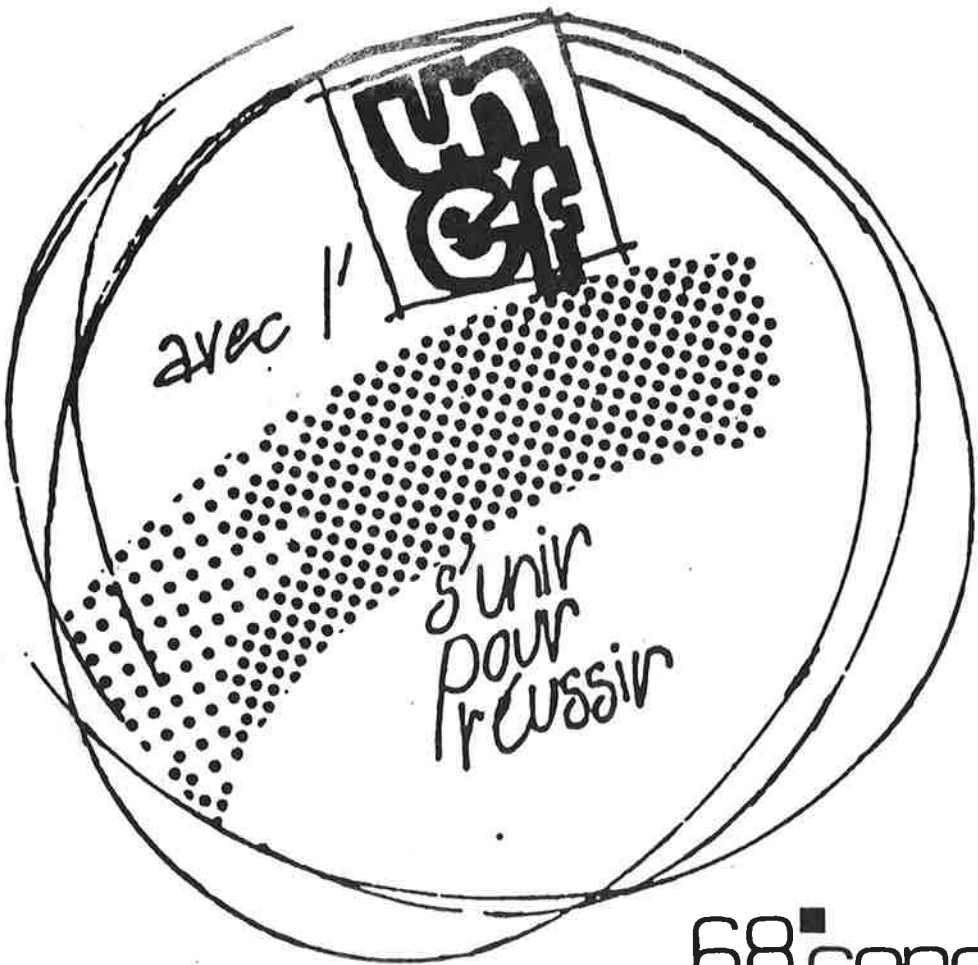


rapport

Rapport présenté par :

Denis DUBIEN

Président de l'UNEF



Chers Camarades,

L'ouverture de ce Congrès, vous l'avez vu, n'a rien d'ordinaire.

Nous tenons un Congrès au coeur d'un débat qui engage l'avenir de l'Université.

A situation exceptionnelle, Congrès exceptionnel.

Nous ouvrons le 68^e Congrès de l'UNEF avec un impératif : réussir, concrétiser le changement.

Les débats préparatoires de notre Congrès ont montré que les idées ne manquent pas. Ce débat nous l'avons mené à l'aide de notre questionnaire; à ce jour, plus de 35 000 étudiants y ont répondu. Les tous premiers résultats de cette grande enquête nous les avons déjà étudiés, et j'y reviendrai au cours de ce rapport.

L'Union Nationale des Etudiants de France par son action résolue a tout au long de cette dernière période contribué à créer une démarche novatrice pour changer l'Université. Partant mieux des aspirations des étudiants, nos propositions, nos luttes, ont un seul objectif : bâtir l'Université dont le pays et les étudiants ont besoin.

C'est de l'expérience accumulée, du riche bilan de notre activité que nous pouvons engager un débat tout entier tourné vers l'avenir.

Notre Congrès, saura j'en suis sûr, au terme d'une discussion démocratique et sereine prendre les décisions d'action qui s'imposent, ouvrant ainsi la voie à l'Université de demain.

Nous venons de participer à un grand rassemblement qui montre la volonté des étudiants d'être associés au débat sur la nouvelle loi d'orientation, qui montre aussi une inquiétude profonde sur le contenu de la loi et l'avenir de l'enseignement supérieur.

Cette inquiétude provient le plus souvent d'une méconnaissance de la loi et de ses objectifs, sur lesquels nous sommes d'accord ; elle provient aussi d'interrogations légitimes sur certaines dispositions de la loi - j'y reviendrai.

Mais disons-le tout de suite, avec la plus grande fermeté, l'UNEF a trop combattu Saunier et ses partisans, le bilan de la droite a été trop désastreux pour que nous allions mêler notre voix à celle des nostalgiques du retour en arrière ; c'est le sens de notre refus de participer à des manifestations qui auraient suivi le même chemin que celles suivies la veille par les fils à papa et les Marie-Chantale.

Nous le disons comme nous l'avons toujours dit : l'expression des étudiants est indispensable.

Mais, à l'heure où la négociation est possible, nous voulons par la discussion obtenir des modifications de la loi.

L'Université comme le pays est en crise. La politique de Saunier, Soisson, Giscard et consort s'est traduite par un gâchis humain et économique considérable.

Face à cette situation beaucoup d'étudiants baissent les bras, nous disent : de toute façon nos études mènent au chômage, à des emplois non qualifiés.

Ils tirent comme conclusion de leurs difficultés l'idée qu'ils n'y a pas d'issue, que l'avenir est bouché et donc que la lutte ne sert à rien.

A cette vision d'un avenir, sans avenir, nous opposons à l'UNEF, une vision lucide des possibilités d'avancer. En partant d'une constatation : "un monde meurt, un autre naît".

Notre société est engagée dans une formidable mutation technologique, scientifique, culturelle. L'avancée considérable des sciences et des techniques, l'apparition de nouveaux secteurs industriels, le développement de disciplines scientifiques comme l'informatique, la robotique, la biotechnologie, tout cela représente un formidable défi.

Le monde change devant nous : la crise c'est aussi cet affrontement de l'ancien et du nouveau.

Prenons garde si nous ne savons pas voir ce qui est en mouvement de rester sur le bas côté.

Nous le disons avec force : les jeunes de ce pays ont un rôle à jouer pour écarter les scories du passé et conquérir l'avenir.

C'est particulièrement vrai pour l'Université et les étudiants. Le Président de la République ne fixait-il pas comme l'une des toutes premières priorités de l'action gouvernementale la formation professionnelle des jeunes. En effet, pour affronter la 3^e révolution industrielle la France a besoin de personnel qualifié, compétent ; en un mot : bien formé.

L'Université doit s'adapter à des défis, je dirais même connaître une véritable révolution. D'autant que la réalité des facs dans lesquelles nous étudions est diverse et contradictoire.

L'existence d'enseignements universitaires où se retrouvent plus de 900 000 étudiants, implantés dans toutes les régions représente un atout considérable.

Pourtant les coupes sombres organisées par Saunier, la politique de démantèlement de secteurs entiers ont largement mis en cause la vitalité de notre enseignement supérieur.

Tout cela crée une situation complexe marquée par la possibilité d'un renouveau, tout autant que par des retards et des gâchis.

Dans leur froideur, les chiffres révèlent une réalité quotidienne presque banalisée dans nos facultés.

- 1/3 des étudiants quitte l'Université sans diplôme,
- seulement 1/5 d'entre-vous obtient le DEUG en 2 ans,

cela représente des centaines de milliers d'étudiants qui perdent des années pour rien. Que dirait-on d'une usine où l'on atteint des 40, ou 50 % de rebuts. Eh bien, aujourd'hui, ces rebuts ce sont des jeunes qui commencent leur apprentissage de l'avenir par l'échec.

Pourtant des phénomènes positifs sont apparus et se sont développés ces dernières années : par exemple cette volonté tenace de s'accrocher à ses études, de réussir, qui va à l'inverse. Par exemple, cette idée clé pour l'UNEF : "d'étudier pour un métier" qui n'était auparavant qu'une volonté floue et devient aujourd'hui le problème central des débats, des luttes de nos Universités.

D'ailleurs il est révélateur que 85 % des étudiants qui ont répondu à notre questionnaire indiquent qu'ils sont à l'Université pour acquérir un métier. Le lien nécessaire entre formation générale et professionnelle, s'enrichissant mutuellement, c'est une idée que l'UNEF a contribué à ancrer dans ces facultés; pourtant encore trop souvent quand il s'agit de la mettre en application par l'introduction de stages, de formations spécialisées, nous devenons timides. Pourtant, il s'agit d'une condition sine qua non de la qualité de notre formation. D'autant que nous subissons un enseignement coupé de la réalité, qui tourne sur lui-même, dans le vide; un enseignement au rabais inadapté aux besoins du pays. Un enseignement qui fait de nous des consommateurs de savoir, sans faire appel à notre travail personnel, à l'expression de notre esprit critique.

Il faut en finir avec un enseignement transformé en course d'obstacle; qui fasse du bachotage le crédo de la réussite. Notre formation doit changer, s'adapter aux réalités nouvelles. Le cours magistral, faute de moyens, demeure la règle. Pourtant rien ne vaut le travail en petit groupe, en travaux dirigés. L'enseignement doit tenir compte des réalités et des besoins régionaux.

A l'heure de la décentralisation, chaque région universitaire doit disposer d'enseignements adaptés.

A tous ceux qui disent bof! qui se replient dans le cocon, nous opposons l'image d'une Université non pas idyllique, traversée de contradictions, mais utile au pays; d'une Université où apprendre, connaître, découvrir, penser, construire, sont les mots du plaisir d'étudier.

Mais la réalité c'est aussi ces campus sans vie, sans animation, où l'on arrive pour ne penser qu'à repartir, où rien n'existe pour se retrouver. La réalité, ce sont ces facs sans âme, ces emplois du temps kafkaïens qui font trop souvent que nous étudions dans l'Université de la mal-vie.

Pourtant, un rien nous suffit pour créer cette vie collective, une salle, un foyer, un ciné-club, une fête.

Les multiples expériences réussies cette année par les Groupes d'Etude UNEF sont là pour montrer que l'idée de prendre sa vie en main n'est pas un simple mot d'ordre, mais bien une exigence.

A tous ceux qui disent j'abandonne, je ne peux plus suivre d'études, je n'en ai pas les moyens; nous disons battez-vous, vous avez le droit d'étudier, d'entrer à l'Université.

De ce point de vue, je dois souligner que si Saunier a causé des ravages sur l'aide sociale, cela n'explique pas tout!

Les efforts faits par le gouvernement actuel sont encore insuffisants au regard de la nécessité de la justice sociale, de l'objectif d'augmenter le nombre d'étudiants.

Je dois le rappeler ici avec la plus grande fermeté - Il faut ouvrir l'Université aux enfants de travailleurs.

Il faut savoir que 94% des enfants d'ouvriers sont exclus de l'enseignement supérieur. Pour l'immense majorité des français, l'accès à l'Université demeure hors de portée.

C'est ce barrage qu'il faut lever: il hypothèque l'efficacité sociale de l'Université.

En effet, l'exigence d'une qualification supérieure, la volonté de maîtriser le savoir et non pas d'apprendre un savoir faire est devenue une exigence de masse.

Cela doit se traduire dans les faits par des mesures concrètes d'aide sociale, de soutien, par la priorité absolue accordée à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, à la possibilité de poursuivre des études pour que la porte ouverte ne se referme pas aussitôt.

Enfin, nous l'avons dit, la vie d'un étudiant ne peut se découper en tronçons. Nous voulons un véritable statut de l'étudiant.

Nous avons des devoirs envers la société.

Réussir nos études, mettre nos compétences au service du développement du pays. Mais nous avons aussi des droits : nous voulons des conditions de vie décentes ; notre passage à l'Université ne doit pas se caractériser par l'isolement, les difficultés à vivre, à étudier.

Les étudiantes tout particulièrement, veulent se voir reconnu le droit et la possibilité de ne pas rester cantonnées dans des secteurs sans débouchés, pour trouver, quand elles en trouvent un emploi sous-qualifié et sous-payé à la sortie !

Il faut en finir avec les attitudes sexistes, les difficultés particulières qu'affrontent les étudiantes.

Les étudiants étrangers expriment leurs aspirations à étudier à égalité avec les étudiants français. Ensemble, rejetons toute forme de racisme. La solidarité étudiants français - étudiants étrangers ne doit pas être un vain mot.

La multiplication des événements culturels dans la France de 83, laisse encore trop l'Université de côté. Nos facultés doivent redevenir des lieux d'échange, de culture. Le sport ne doit plus être le parent pauvre des disciplines universitaires. Nous voulons avoir la possibilité de pratiquer régulièrement le sport de notre choix.

Le droit à la santé est encore un droit méconnu à l'Université. Les étudiants se soignent peu et mal.

La rénovation de la mutualité étudiante est la condition d'une médecine scolaire adaptée.

Il est urgent de mettre en adéquation la réalité de l'Université et les aspirations des étudiants. C'est cela changer l'Université.

Dans les congrès d'AGE, une question a souvent été débattue: celle du bilan de l'action gouvernementale, après deux ans d'expérience.

A notre dernier Congrès, nous disions : il faut du neuf à l'Université, qu'en est-il aujourd'hui ?

Nous pouvons dire que des avancées importantes ont été obtenues, que des orientations de portée considérable voient le jour autour du débat sur la nouvelle loi d'orientation.

Nous disions il faut substituer à la logique de la casse celle du développement de l'enseignement supérieur. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous sommes sur la bonne voie

Avec Saunier, on ne dénombrait plus les habilitations supprimées. Aujourd'hui, on a non seulement rétabli la situation, mais de nouvelles filières sont créées.

Avec Saunier, les Oeuvres étaient vouées à la privatisation, les bourses avaient vu leur pouvoir d'achat se réduire comme une peau de chagrin ; aujourd'hui, la priorité à l'aide sociale directe se traduit par une augmentation du nombre et du taux des bourses.

Avec Saunier, c'était la loi Sauvage qui nous excluait des Conseils ; aujourd'hui on prévoit la création d'un Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire ; le quorum est supprimé.

Avec Saunier, le recrutement des jeunes chercheurs était tari ; avec la loi de programmation des moyens nouveaux sont donnés à la recherche.

Avec Saunier, le mépris et l'insulte tenaient lieu de discussion ; aujourd'hui la concertation est devenue la règle.

Là-encore, il ne s'agit pas de faire de l'autosatisfaction, mais de bien prendre en compte ce bilan pour mesurer ce qui reste à faire à l'aune de ce qui a déjà été fait.

D'autant que ces acquis sont trop souvent sous-estimés, méconnus des étudiants, considérés comme chose banale par beaucoup de nos adhérents.

Allez dire à des étudiants de Perpignan que c'est chose banale qu'il existe encore des 2^e cycles dans leur Université et ils vous rappelleront les deux mois de grève qu'ils ont mené pour sauver leur fac.

L'Université a touché le fond : elle est en train de remonter et ce n'est pas dû au principe d'Archimède !

C'est l'intervention multiforme des étudiants, enseignants, travailleurs tout au long de ces deux années qui a créé les conditions de ces nouveaux points d'appui. Et pourtant beaucoup ont cru au soir du 10 Mai 81 que tout était arrivé, que tout allait être simple. Cette illusion a très vite été source de désillusions : les mêmes se sont très vite découragés face aux difficultés affirmant que rien n'avait changé, que cela se servait à rien d'agir. Il nous a fallu combattre ces idées fatalistes en montrant bien tout ce qui bougeait et tout ce qu'il fallait faire avancer. En expliquant combien la droite se bat, combien notre conception du changement n'a rien à voir avec un changement imposé d'en haut, plaqué sur les réalités.

Depuis, cette idée que l'intervention des étudiants à toutes les étapes est indispensable, a fait son chemin.

Les luttes d'aujourd'hui montrent que nous sommes mieux compris.

Depuis notre dernier Congrès, il y a un an et demi, nous pouvons faire le constat d'un bilan bien rempli.

Au vu de ce que nous avons fait, nous pouvons l'affirmer l'UNEF se porte bien.

1 - Nous avons mis en place et développé un puissant réseau d'entraide.

Que ce soit au niveau des Groupes d'Etude, des AGE OU ou niveau national, nous avons largement progressé dans ce domaine.

Alors que pour des dizaines de milliers d'étudiants l'habitude était l'isolement, la solitude, nous avons fait découvrir à un grand nombre d'entre-eux ce qu'étudier ensemble signifie.

Des cinés-clubs à Aix, à Nancy, ou Perpignan aux foyers et cafétérias à Toulouse ou à Bordeaux, nous avons développé l'animation dans les UER. Avec les fêtes, les sorties, les tournois de sport, nous avons donné un autre contenu à la vie à l'Université.

En créant un grand réseau de coopératives dans plus de 30 Universités, nous avons concrètement donné des moyens nouveaux à des milliers d'étudiants pour réussir leurs études.

En faisant plus que doubler le nombre de polys, d'annales ronéos que nous éditons dans la région parisienne, nous avons concrètement aidé un grand nombre d'étudiants à se battre contre l'échec et l'abandon. Je voudrais souligner combien au niveau des facs parisiennes les progrès que nous avons réalisés dans ce domaine sont porteurs d'espoir pour les années qui viennent, combien sont grandes les possibilités de développer partout cette activité.

Des milliers d'étudiants en P1 en Médecine qui, à Lyon, Paris, Bordeaux, Rennes et ailleurs ont bénéficié des groupes de révision, des colles, savent ce que s'entraider veut dire.

Travailler ensemble pour se donner les moyens de réussir, de surmonter les difficultés, n'est plus un simple slogan. Ils sont désormais nombreux ceux qui en ont fait concrètement l'expérience.

Dans le même temps, nous avons constitué dans plusieurs AGE de véritables infrastructures qui ont pris une place essentielle dans la vie des étudiants de ces Universités. C'est le cas à Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Aix et bien des projets doivent rapidement se concrétiser. A Lyon, par exemple, nous allons prochainement gérer une des plus grandes cafétérias étudiante de France.

A Nancy, nous venons d'inaugurer le foyer de la fac de Lettres.

!! ?
Tout montre que nous sommes sur la bonne voie, d'autant que pour la première fois depuis longtemps, nous nous sommes dotés d'une puissante coopérative nationale des étudiants. Avec cet atout précieux, nous venons de donner au syndicat un patrimoine déterminant pour l'avenir.

Mais si je souligne tout ce que nous avons développé, ce n'est pas pour faire de l'autosatisfaction, mais au contraire pour bien montrer les possibilités. Avons-nous pris en compte partout ces possibilités, avons-nous mis partout assez d'acharnement pour construire ce puissant réseau d'entraide ?

Tout montre à l'évidence que si nous avons réalisé de solides progrès, nous avons encore comme on dit du pain sur la planche. Soyons assurés qu'il n'existe pas une seule UER où les étudiants ont moins besoin de s'entraider. Cette question est posée partout et tout au long de l'année. Il nous faudra dans les mois à venir accomplir un formidable effort dans ce domaine.

n°2 !

2 - Depuis le Congrès de Villeurbanne, nous avons également permis aux étudiants de se défendre et de gagner.

Nous l'avions dit, rien ne vient tout seul, ce que gagneront les étudiants dépend de leur intervention.

Cela n'a pas été, pour le moins, une question simple. J'ai déjà souligné combien les illusions ont pesé, freiné cette intervention. Il nous a fallu du temps pour que, peu à peu, on sorte de l'attente.

Mais c'est bien avec notre intervention que nous avons permis aux étudiants d'agir.

En décidant de mener une grande bataille contre l'échec et l'abandon, nous nous sommes attaqués à la réalité douloureuse, de l'Université, réalité qui était jusqu'alors ignorée par les uns, subie sans réactions par beaucoup d'autres.

Nul doute que notre campagne, dès les chaînes d'inscription a permis de créer un climat bien différent et dans beaucoup d'UER un comportement opposé à la résignation.

Elle a permis de déboucher sur des dizaines d'initiatives, de débats, de luttes et nous avons de cette façon gagné un grand nombre d'améliorations dans les UER. Pas assez encore, mais maintenant les étudiants n'acceptent plus. Il est d'ailleurs notable que dans le cadre du grand débat qui se mène aujourd'hui cette exigence de faire reculer l'échec et l'abandon constitue une volonté déterminée pour un grand nombre.

C'est également cette campagne qui a été le point de départ d'une autre lutte que nous avons développée pour refuser la hausse des droits d'inscription. De la signature de milliers de pétitions sur les chaînes à Paris en juillet, aux délégations au Ministère en passant par les multiples initiatives locales, nous avons dit non à ces difficultés supplémentaires pour étudier, à la volonté de plusieurs Universités de fixer elles-mêmes le montant de ces droits.

A Paris 11, nous avons gagné le remboursement de la hausse pour les salariés.

Nous tenons d'ailleurs à dire au Ministère qu'il n'est pas acceptable qu'une nouvelle fois ces droits augmentent cette année. Il est question également d'une hausse très importante de la cotisation de la Sécurité Sociale étudiante de près de 80%. Nous le disons clairement, il est hors de question que ces mesures soient prises. Les étudiants peuvent compter sur l'UNEF pour empêcher le dossier d'inscription d'atteindre les 1 000 francs.

Autre question qui a suscité des actions : je veux parler des heures complémentaires. Dans plusieurs Universités cette rentrée s'est faite dans des conditions complexes. Plusieurs UER décidaient de supprimer des U.V., des cours, des T.D. . A Lyon II des T.D. rassemblaient près de 70 étudiants. Nous avons été à l'origine et participé à un grand nombre d'initiatives à Reims, à Nice, à Paris 10, à Paris 3, à Nancy, à Lyon, à Poitiers. Ces luttes ont empêché que ce soient les étudiants qui fassent les frais de telles mesures ; dans beaucoup d'UER nous avons gagné le déblocage d'heures pour permettre que la rentrée ait lieu. Cela montre combien les Universités se trouvent dans une situation financière difficile ; combien il est urgent de débloquer des moyens importants pour qu'elles puissent fonctionner.

Cette année a connu des événements importants dans le domaine des Oeuvres Universitaires. Les hausses continues des tarifs des Oeuvres ont amené, notamment dans les cités-universitaires une forte réaction des étudiants avec la FRUF, l'UGE et l'UNEF. Des pétitions, des manifestations, des grèves de loyers ont eu lieu un peu partout en France. Pour la première fois le blocage des prix a été appliqué au tarif des Oeuvres. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Grâce à nos luttes, nous avons également obtenu un acquis important avec le blocage des tarifs pendant un mois supplémentaire. De ce fait, les résidents ont gagné un milliard de centimes.

Cette année a également été marquée et l'est encore par les luttes des étudiants en Médecine. Nous avons depuis le début souligné combien une réforme des études de 3^e cycle était nécessaire en montrant que l'internat pour tous constituait une grande avancée pour les étudiants. Dans le même temps, nous avons fait une série de propositions afin d'améliorer la loi, notamment sur la question de l'examen classant et validant, que le contenu de la formation.

Cette grève, n'a pas hélas échappé à un grand nombre de manipulations politiciennes où l'on a retrouvé côte à côte la droite et l'UID. En bloquant les négociations, en organisant des initiatives qui, le moins que l'on puisse dire, n'ont pas toujours permis de faire avancer les choses.

De plus en plus d'étudiants souhaitent maintenant discuter des décrets ; obtenir de réelles améliorations dans leur formation. Nous pouvons nous en féliciter. Il nous faudra dans les jours et les semaines qui viennent développer des initiatives pour que ces avancées se concrétisent pour que les étudiants bénéficient d'améliorations nécessaires.

Enfin, dernier mouvement d'ampleur, mais j'y reviendrai plus loin ; c'est comme nous l'avons vu, l'immense bataille qui est en train de se dérouler au sujet de la nouvelle loi d'orientation.

Ce rapide bilan des luttes qui se sont développées ne revient pas sur toutes les luttes locales qui se sont développées ; luttes nombreuses qui ont dans bien des cas débouché sur des acquis importants.

3 - Je voudrais en venir maintenant à l'activité de l'UNEF qui a permis, à bien des égards, de faire grandir la place des étudiants dans les décisions.

Depuis le dernier Congrès, il y a eu 3 élections : deux élections universitaires, une élection au CROUS. L'UNEF les a toutes gagnées.

Chaque fois, les étudiants, par leur vote, l'ont placée en tête, l'ont confirmée comme la première force à l'Université ; une force avec laquelle il faut compter. Ils se sont dotés de milliers d'élus avec lesquels ils peuvent se défendre; agir, décider de ce qui les concerne. C'est là l'élément essentiel des résultats de ces élections.

Grâce à cela, les étudiants disposent d'une grande force, porteuse de leurs aspirations, capable de faire entendre leur voix à tous les niveaux ; de peser dans les décisions.

Dans le même temps, les élections posent un problème sérieux : celui du nombre d'étudiants qui participent au vote. Nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Bien sûr, le Ministère, les Universités n'ont pas fait de ces élections l'évènement qu'elles devraient représenter. Mais le problème est plus profond. Il y a trop d'étudiants qui pensent que voter cela ne sert à rien; trop d'étudiants qui ne voient pas la nécessité d'élus étudiants qui interviennent à chaque moment, sur lesquels ils peuvent compter pour mieux étudier. IL nous faut y réfléchir avec sérieux et détermination. Nous voulons lors des prochaines élections changer cet état de fait, nous voulons prendre ce problème à bras le corps. Nos élus sont-ils suffisamment présents sur le terrain, jouent-ils réellement partout le rôle d'animateurs de la vie de l'amphi ; certains n'ont-ils pas trop une conception du rôle d'un élu confinée aux interventions dans les conseils ? Le débat doit être largement ouvert.

Il doit l'être d'autant plus que les résultats sont très divers. Un nombre important d'UER connaît une hausse sensible de la participation, parfois même un doublement ; dans la plupart des cas cette participation s'accompagne d'un vote massif pour les candidats "Solidarité Etudiante". Dans ces UER, nous nous apercevons que nous avons depuis le début de l'année mis en oeuvre l'ensemble de notre orientation. Nous y avons développé des liens nouveaux entre le syndicat et les étudiants.

Durant toute cette période, l'UNEF a pris une grande place dans la concertation nécessaire avec les pouvoirs publics. De multiples rencontres avec les Ministères ont permis que les propositions des étudiants soient prises en considération, que leur voix soit entendue. Que ce soit en Architecture, en Médecine ou dans les autres UER, l'UNEF a fait part à ses interlocuteurs des propositions qui doivent être, à notre avis retenues.

D'ailleurs une chose est à noter : l'UNEF est, chez les étudiants, la seule grande force syndicale capable de faire des propositions sérieuses.

Nous avons choisi de placer notre action en positif, de développer une intervention constructive sur toutes les questions. IL fallait passer de la période du non à toutes les attaques contre l'Université des anciens gouvernements à la période de construction ; de proposition que permet et qu'exige la situation actuelle. Même si il y a ici ou là quelques difficultés à le faire, à prendre appui sur tout ce qui bouge pour aller de l'avant ; nous pouvons affirmer que l'UNEF a pris cette place et qu'elle va dans l'avenir la prendre chaque jour davantage.

Vous le voyez, lorsque l'on dresse le tableau de la situation dans laquelle nous nous trouvons, lorsque nous regardons le fossé qui sépare les aspirations des étudiants et ce qu'ils vivent, lorsque nous prenons en compte les avancées réalisées : tout nous confirme dans l'idée que plus rien ne peut être comme avant .

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'éclosion d'une nouvelle Université, formant autrement d'autres étudiants.

Tout y appelle. Il faut maintenant y répondre. C'est d'ailleurs ce qui est en jeu avec la nouvelle loi d'orientation.

-0-

LA NOUVELLE LOI D'ORIENTATION

L'enjeu de la loi

Chacun le constate, notre Congrès se tient à un moment déterminant de la vie de l'Université, de son avenir. Nous vivons une période animée. Cela ne se fait pas sans passion, sans embûche, sans manœuvre ; mais l'essentiel est bien que cela se fasse.

Comment pourrait-il en être autrement lorsque, avec cette nouvelle loi se pose la question d'en finir avec l'Université du passé et de construire celle de l'avenir.

Construire l'Université de l'avenir, c'est tout d'abord passer de l'Université de l'échec et de l'abandon à celle de la réussite ; une Université où ce qui est normal est de réussir ses études, de progresser d'année en année. cela pourrait aller de soi mais nous sommes bien placés pour voir qu'il n'en est rien.

Construire l'Université de l'avenir, c'est passer de l'Université inadaptée à celle de la qualification des étudiants ; une Université qui forme les futurs cadres en leur donnant tous les moyens d'exercer leur futur travail, en leur donnant les capacités de maîtriser les progrès de notre époque. Là-encore, rien de plus naturel.

Construire l'Université de l'avenir, c'est passer d'une Université extérieure à la vie de la région et du pays à une Université faisant partie intégrante de la vie économique, sociale, culturelle ; une Université utile, développée, moderne, intéressante.

Il s'agit tout simplement de sortir l'Université de l'ornière dans laquelle elle se trouve. Cela ne peut pas se passer sans heurts. Si il n'y en avait pas, ce ne serait pas bon signe, cela signifierait que la loi ne change pas grand chose.

Certes la loi ne peut tout régler en soi, mais par le débat qu'elle suscite, les orientations qu'elle propose, elle constitue un engagement pour l'avenir ; c'est aussi en cela qu'elle est importante.

Notre analyse de la loi.

Nous savons qu'il s'agit en fait d'un bouleversement profond de l'Université que nous connaissons. Cette réforme nous en avons besoin car elle permet de s'attaquer sur le fond aux problèmes les plus graves qui sont posés à l'enseignement supérieur. Avec elle nous avons l'occasion de remettre toutes les pendules à l'heure, de mettre l'Université à l'heure de notre temps.

Avec la réforme, il s'agit de faire reculer et d'en finir avec l'échec et l'abandon. Il est fini le temps où Saunier niait cette réalité, où quand elle parlait de sélection elle la justifiait par la génétique. Aujourd'hui, le gouvernement dresse un bilan réel de la vie des étudiants sans chercher à cacher le gâchis existant et propose des solutions pour en sortir.

C'est le cas avec les propositions faites pour l'orientation des étudiants. Alors qu'aujourd'hui l'orientation se fait au "petit bonheur la chance", alors qu'elle se traduit par des échecs massifs, la loi propose d'en finir avec cela en donnant à chacun les moyens de choisir, en connaissance de cause, en donnant une véritable formation pluridisciplinaire à tous.

C'est le cas également avec les propositions faites concernant le contenu de la formation. Nous savons combien cette question est importante dans la scolarité supérieure de chacun. Ce contenu est aujourd'hui trop général, trop théorique, il ne prend pas en compte les expériences diverses, beaucoup ne s'y reconnaissent pas. Avec une ouverture sur la vie notamment par l'intermédiaire de la formation professionnelle, la loi permet à des dizaines de milliers d'étudiants de s'y retrouver, de maîtriser ce qu'ils apprennent, de s'accrocher à leurs études.

Faire reculer l'échec et l'abandon, la loi en donne également les moyens en affirmant la priorité donnée à l'aide sociale directe pour faire reculer la sélection sociale.

Avec la réforme il s'agit de modifier profondément la formation des étudiants ; d'en finir avec la formation inadaptée que nous connaissons aujourd'hui. La loi propose de donner une véritable formation à un métier pour tous.

Elle fixe comme but au 1er cycle, l'approfondissement et la diversification des connaissances, la réunion des éléments d'un choix professionnel, l'orientation de l'étudiant en le préparant soit aux formations de 2è cycle, soit à l'entrée dans la vie active par l'acquisition d'une qualification.

Ces premiers cycles n'auront plus rien à voir avec ceux qui existent aujourd'hui et qui ne servent bien souvent qu'à écrémer les étudiants. IL s'agit vraiment d'un cycle formateur donnant à chacun une formation riche, utile, intéressante. Désormais le DEUG n'ouvrira plus seulement sur l'ANPE, ou des postes déqualifiés, il constituera un vrai diplôme permettant d'entrer dans la vie active avec une qualification reconnue.

La loi fixe comme but aux 2è cycles de dispenser une formation générale et une formation professionnelle. Ces formations préparent à une profession ou à un ensemble de professions.

Là-encore, il s'agit d'une transformation en profondeur de ce qui existe aujourd'hui, c'est ce que nous demandions depuis des années.

Avec la réforme, il s'agit de modifier la place et le rôle des Universités dans leur région. Fini le temps où l'Université n'était qu'un greffon dans la région, ce que propose la loi, c'est d'en faire un élément qui compte à part entière dans la vie économique sociale et culturelle. Elles pourront constituer un réel pôle de développement.

Tout cela constitue un bouleversement de la situation actuelle. Dans ses grandes orientations, la réforme représente un pas en avant considérable. C'est pour cela que nous mettrons tout en oeuvre pour qu'elle réussisse.

C'est d'ailleurs cela qui nous amène à faire des propositions pour l'améliorer, nous sommes de fait, les seuls à faire des propositions.

Nous voulons obtenir des précisions sur le contenu de la formation dans les différents cycles. - Quelle place aura la formation professionnelle ? - sous quelles formes ? Nous pensons qu'un grand débat doit avoir lieu sur toutes ces questions pour que des précisions soient apportées. Nous pensons notamment qu'une véritable formation professionnelle doit être assurée dès le 1er cycle.

En ce qui concerne l'accès aux 2^e cycles nous proposons plusieurs transformations du texte de loi. Le texte prévoit que l'admission en 2^e cycle dépend des capacités d'accueil et des débouchés prévisibles. Nous demandons que les débouchés soient appréciés non en fonction des besoins à court terme des entreprises mais en fonction des besoins réels de la population et du pays. Nous proposons que des commissions d'évaluation des besoins au niveau de chaque région soient mises en place. Nous demandons également que les capacités d'accueil ne soient pas déterminées en fonction des moyens des Universités, mais qu'elles le soient en fonction du nombre d'étudiants qu'il faut former pour répondre aux besoins. Cela signifie en grande partie, compte tenu de la situation actuelle une élévation importante des capacités d'accueil.

D'autre part, le texte de loi fait également référence à la possibilité pour certaines filières de mettre en place des concours à l'entrée du second cycle.

Des garanties doivent être données pour empêcher une généralisation des concours à l'entrée du 2^e cycle. Nous pensons que ceux-ci ne peuvent être que des exceptions concernant des formations très spécialisées.

Dans le même temps, nous demandons au gouvernement de préciser les formations (qui sont d'ailleurs les plus nombreuses et de loin qui doivent connaître un accroissement important du nombre d'étudiants formés; Cela concerne bien sûr les secteurs de pointe mais également beaucoup d'autres secteurs tel celui des enseignants ; de l'économie sociale ...

Autre amélioration nécessaire de la loi : les moyens à mettre en oeuvre pour l'appliquer. De telles transformations dans l'enseignement supérieur nécessitent des moyens importants en encadrement, locaux, matériel. Ce n'est un secret pour personne - dispenser une formation de qualité revient plus cher. A Orsay par exemple, la formation d'un étudiant en IUT "coûte" presque 10 fois plus cher que celle d'un étudiant en sciences. Il faut donc que le gouvernement accorde les crédits nécessaires.

Nous proposons la mise à l'étude d'une loi de programmation ou d'engagements budgétaires précis tant sur le budget d'investissement que sur celui de fonctionnement. Nous faisons la proposition de créer dans chaque Université une commission chargée d'évaluer les coûts d'une telle transformation.

D'autre part, nous pensons que d'autres sources de rentrées financières doivent être trouvées ; la perception par l'Université de la taxe d'apprentissage ; la participation des collectivités locales au financement des Universités, conformément à la loi de décentralisation.

En ce qui concerne la démocratie si nous nous félicitons de la mise en place de nouvelles structures nous ne pouvons accepter par contre la place qui est faite aux étudiants et celle qui est faite aux personnalités extérieures. Il est nécessaire d'assurer une plus grande participation de ces personnalités, cela répond à un besoin réel. Mais cela ne peut se faire au détriment de la place des étudiants. Dans les Conseils d'Administration, comme dans les Conseils d'UFR, il faut faire d'autres propositions. Nous avons trop eu à défendre nos droits avec Saunier pour faire l'impasse aujourd'hui sur cette question.

Nous voulons que les étudiants participent pleinement aux décisions que les concernent, cela nécessite la reconnaissance de leur place à la direction des Universités et des UER.

Enfin, nous proposons que des crédits exceptionnels soient débloqués pour l'aide sociale. Une telle réforme notamment en ce qui concerne le 1er cycle va se concrétiser par un renforcement du nombre d'heures d'enseignement pour beaucoup d'étudiants. Il ne saurait être question que cela se traduise par des difficultés financières encore plus grandes. Dans ce domaine, le retard n'a pas encore été rattrapé, il faut que dans les mois qui viennent, des mesures importantes soient prises. Nous proposons, pour une réelle Université de masse, de porter le 6^e échelon des bourses à 1500 francs par mois, d'accroître de façon significative le nombre d'étudiants boursiers. C'est une mesure de justice sociale et d'efficacité.

Ces propositions, loin d'être une liste exhaustive, doivent être complétées par l'ensemble des étudiants. Les résultats du référendum seront de ce point de vue importants. Les centaines de discussions que nous voulons développer dans les amphithéâtres, les T.D. doivent permettre aux étudiants d'être pleinement partie prenante de la transformation de l'enseignement supérieur.

Voilà tout ce qui est en jeu avec la réforme des Universités.

C'est cela qui explique la bataille acharnée que veulent livrer les adversaires du changement. Regardons autour de nous : toutes les organisations de droite et d'extrême-droite se mobilisent comme un seul homme pour freiner, voire empêcher que ça change dans l'enseignement supérieur. Ils ont durant des années soutenu la politique qui a conduit l'Université dans l'impasse. Le CELF a été directement créé par Mme Saunier-Seité, le GUD et l'UNI sont tristement célèbres pour leurs commandos. Ce sont eux les responsables des difficultés des étudiants. On a du mal à se le rappeler lorsqu'on lit une certaine presse qui ne cesse de les présenter comme des exemples.

Ils sont prêts à tout pour empêcher que ça avance. Ils n'hésitent pas à faire prendre les étudiants en otage tels ces professeurs autonomes qui ont décidé de ne pas organiser les examens de mai et juin. Il n'est qu'à voir les titres du Quotidien de Paris ou du Figaro pour mesurer combien une seule chose les préoccupe : revenir en arrière.

Depuis quelques jours, la quasi totalité de la presse présente les actions des étudiants, les débats comme autant d'initiatives contre la loi. IL faudrait en fait y regarder de plus près, ne jetons pas l'enfant avec l'eau sale. Où sont passés tous ceux qui sont d'accord avec les grandes orientations de la loi mais qui souhaitent l'améliorer ? Désormais, il faudra en tenir compte. Avec l'UNEF, ils représentent une force.

Mais les organisations de droite et d'extrême-droite ne sont pas les seules à se battre pour faire repousser la loi. L'UNEF ID encore une fois mène la même bataille. Sans dire un mot sur ce qu'il faut changer ; sans dire un mot sur ce qu'apporte la loi ; ils axent toute leur campagne contre la loi, pour un report de celle-ci. Décidément on a les alliés qu'on mérite.

Tous ceux qui à l'Université ont décidé de mener cette bataille, il nous faut les combattre, il faut les battre

Partout faisons la clarté sur cette bataille, sur ce qu'elle signifie : un report de la loi c'est ni plus, ni moins le statu quo. Or il y a bien urgence à changer. Une session de plus c'est un an de perdu pour les étudiants, un de plus d'échecs et d'abandons ; de mauvaises formations. NON, cela n'est pas possible, cela ne peut plus durer.

A l'UNEF, nous avons choisi notre camp, nous ne sommes pas de ceux qui hurlent avec les loups.

Nous le disons clairement, cette loi nous en avons besoin, il faut qu'elle réussisse. C'est d'ailleurs avec cette volonté que nous faisons des propositions pour l'améliorer.

Nous voulons nous appuyer sur tout ce qu'il y a de positif dans cette loi pour continuer à aller de l'avant.

Pour l'UNEF, il ne suffit pas de dire oui ou non à un projet. Il est urgent que les étudiants s'emparent du contenu novateur de la loi ; qu'il en débattent en fonction des études qu'ils font, qu'il fassent des propositions.

C'est avec le souci d'adopter une démarche constructive que nous agissons, et que nous allons dans les jours et les semaines qui viennent développer partout la discussion et l'action.

A tous ceux qui s'époumonnent à appeler à la grève générale, nous répondons qu'il y a bien d'autres moyens aujourd'hui. La concertation est possible ; à nous de l'utiliser. Nous ferons tout pour cela. Déjà sur beaucoup de questions les différents projets traduisent une avancée réelle. La concertation doit permettre d'aller encore plus loin, d'apporter des réponses, nous voulons qu'elle se développe.

D'ailleurs, sur plusieurs questions comme celle de la sélection par exemple, le gouvernement a montré, ainsi que la commission des affaires culturelles que des avancées étaient possibles.

L'initiative que nous avons tenue aujourd'hui montre s'il en était encore besoin combien les choses ont changé. Il y a quelques années, les CRS et les gardes-mobiles étaient plus souvent présents dans les facs que les représentants du gouvernement, aujourd'hui, ce sont les députés qui viennent débattre avec les étudiants.

Sur toutes ces questions, beaucoup de travail nous attend. Mais nous pouvons être confiants, nous sommes nous, du côté de ceux qui veulent réussir leurs études ; apprendre un métier, en un mot avec ceux qui veulent que ça change !

Dans ces conditions, arrêtons-nous sur ce dont ont besoin les étudiants pour avancer et réaliser leurs aspirations.

D'abord, ils ont besoin de participer plus et mieux aux affaires de l'Université dans tous les endroits où se fait et se décide leur vie d'étudiant. A savoir, dans les T.D., les amphis mais aussi là où se prennent bon nombre de décisions qui les concernent, c'est-à-dire dans les Conseils d'UER, d'Université, du CROUS Le rôle de l'élu UNEF est irremplaçable parce qu'il est un moyen de participer et de faire participer les autres étudiants.

Ensuite, il leur faut donner leur avis sur tout ce qui concerne leur vie quotidienne, leurs études, leur avenir.

Enfin, il nous faut à tous mieux apprendre à utiliser les possibilités nouvelles dont nous disposons aujourd'hui. Je veux parler des milliers d'élus UNEF dans les Conseils mais aussi de la disposition du gouvernement à la négociation qu'il nous faut plus exploiter.

Les étudiants ont des aspirations légitimes, positives. Pourtant trop souvent encore ils ont du mal à les exprimer, à obtenir des améliorations. Et ceci est étroitement lié à la place qu'occupe le syndicalisme dans leur vie. C'est ce qu'illustre la trop faible participation depuis l'abrogation de la loi Sauvage et du quorum. C'est ce que montre également, en partie, le débat sur la nouvelle loi d'orientation. Cela fait plus d'un an et demi qu'elle est discutée, que des initiatives ont été prises pour que les étudiants puissent en débattre. Les étudiants n'ont pas pris depuis le début la place qu'ils auraient dû prendre.

En fait deux questions sont posées :

Premièrement - comment les étudiants peuvent-ils développer un syndicalisme original qui leur permette de répondre à leurs espérances, de vivre pleinement une vie d'étudiant ?

et deuxièmement, l'UNEF fait-elle ce qu'il faut pour ça ?

Notre orientation est-elle adaptée à ces ambitions d'un syndicalisme pour les étudiants d'aujourd'hui ?

Les étudiants souhaitent réussir leurs études. Avec nos associations, dans un amphi où l'on s'entraide, c'est plus de moyens pour réussir, c'est un peu de mieux vivre qu'on s'offre et c'est surtout l'apprentissage de résoudre nos problèmes nous-mêmes que nous faisons.

Réussir nos études, c'est aussi bien souvent gagner de bonnes conditions d'études et un bon contenu de notre formation. Pour cela lutter est un besoin. Un amphi où l'on agit en y associant le plus grand nombre et en sachant quand il le faut être persévérant, c'est le chemin de la réussite qui est ouvert.

Faire participer tous les étudiants à chaque moment et sur tout ce qui les concerne est nécessaire. Parce que c'est de la vie de chacun qui est en jeu, parce que nous en avons besoin pour peser dans la balance. Un amphi où on participe c'est l'existence de chacun qui peut s'améliorer.

Développer le syndicalisme original dont les étudiants ont besoin c'est cela. C'est un syndicalisme qui part des aspirations des étudiants, de toutes leurs aspirations et cherche à les voir satisfaites par de voies diversifiées avec et par les étudiants.

Notre orientation de la Solidarité Etudiante ce n'est ni un slogan ni une stratégie, c'est en fait répondre aux besoins des étudiants ; à tous les besoins, là où ils s'expriment d'abord, c'est-à-dire dans les amphis.

Mettre en oeuvre cette orientation ce n'est pas opérer un subtil dosage en accordant plus ou moins d'importance à l'entraide, plus ou moins aux luttes, plus ou moins à la participation ; c'est répondre, à chaque moment, pleinement à ce qu'il faut aux étudiants pour réussir de bonnes études.

Quand les étudiants de Censier risquent de ne plus avoir de cours ils font grève et ils ont raison. Quand ceux de Nanterre, parce qu'ils sont salariés ont besoin de photocopiés ; nous avons raison de créer un service de polys. Quand les résidents veulent bloquer les loyers : ils ont raison d'élire beaucoup d'élus FRUF dans les Conseils.

Et cette orientation a fait ses preuves. depuis le Congrès de Reims nous avons développé un important courant chez les étudiants : celui de la solidarité. Nous connaissons tous des amphis des UER où les étudiants s'entraident, agissent, participent aux décisions : où ils sont rassemblés par centaines dans leur Groupe d'Etude.

Oui, cette orientation est pour nous un atout précieux.

Mais il nous faut réfléchir à ce dont nous manquons pour en récolter les fruits. Ce dont nous avons besoin, c'est de nous imprégner d'une nouvelle démarche. L'UNEF reste encore trop une organisation qui compte pour les étudiants, qui est active, mais qui n'est pas vraiment leur émanation. L'UNEF bien souvent n'est pas encore l'expression de la vie de l'amphi. Trop d'étudiants ne s'y retrouvent pas complètement. Les réponses recueillies par le référendum le montrent : 60 % considèrent que les militants de l'UNEF sont d'abord des défenseurs d'une ligne syndicale avant d'être les représentants de l'amphi ; c'est cette situation qu'il s'agit d'inverser.

L'UNEF c'est d'abord et avant tout dans les amphis qu'elle a sa place.

C'est en devenant toujours mieux l'organisation de chaque amphi que l'UNEF sera pleinement l'Union Nationale des Etudiants de France, dont les étudiants ont besoin.

Une nouvelle démarche, c'est d'abord être l'organisation syndicale utile à chacun, là où se posent les problèmes : dans les T.D., les amphis pour obtenir le contrôle

continu, la mise en place de polys, ce cours de soutien, avec des élus beaucoup plus animateurs d'initiatives, connus, estimés, constamment sur le terrain, associant les étudiants à leur activité et rendant compte quotidiennement de leur travail. Une nouvelle démarche, c'est une vision beaucoup plus large de l'entraide, plus diversifiée, mieux adaptées aux besoins des étudiants, plus ambitieuse. Nous avons de nombreux points d'appui. Mais c'est à partir de notre ambition d'être plus utiles à chaque étudiant qu'il nous faut réfléchir à ces questions. Prenons l'exemple des inscriptions.

L'arrivée à la fac, c'est un moment important dans la vie d'un étudiant. Ils découvrent un monde totalement inconnu. C'est sans doute une des périodes de leur vie d'étudiant où ils ont le plus besoin de l'UNEF. Là-aussi, nous avons déjà une expérience intéressante et chaque année au moment des inscriptions de milliers d'étudiants rejoignent l'UNEF. Mais sommes-nous partout au niveau de ce qu'attendent les étudiants. Ne devrait-on pas être beaucoup plus ambitieux, consacrer beaucoup plus de moyens à cette bataille ?

Une nouvelle démarche pour mettre en place l'entraide

- c'est aussi d'en finir avec les décisions prises dans un bureau par quelques syndiqués et présentée comme une chose établie à tous les étudiants. Si il faut un poly, une coopérative, allons en discuter dans l'amphi avec ceux qui en ont besoin et avec eux, mettons-les en place. Associons dans la décision et dans la réalisation tous ceux qui sont concernés. De chaque question il convient d'en faire l'affaire de tous.

Une nouvelle démarche, c'est vrai aussi pour la lutte. Nous devons être attentifs à chaque problème, du plus petit au plus grand, faire les propositions les mieux adaptées pour rassembler la masse des étudiants et apporter des solutions.

La lutte, ça n'est pas une fin en soi, c'est un moyen de résoudre nos problèmes, et lorsqu'on l'engage c'est pour gagner. Même quand c'est long, difficile, il faut savoir faire preuve de ténacité et ne pas s'arrêter en chemin.

....prendre toutes les initiatives susceptibles à chaque instant de permettre une avancée. Débattons des modalités d'action, des objectifs, veillons à faire des propositions, à ne jamais laisser un problème en suspens.

Une nouvelle démarche, c'est le cas aussi pour la participation. Nous avons l'ambition de l'élever considérablement. Sans doute les étudiants sous-estiment-ils profondément ce qu'elle peut leur apporter. Mais nous, de notre côté, faisons-nous toujours ce qui est possible pour leur en montrer concrètement l'utilité. J'ai déjà parlé des élus. C'est du domaine de notre activité que nous avons besoin d'améliorer sensiblement, du point de vue de son efficacité, de son caractère public. En effet, comment vouloir faire participer plus largement les étudiants à la vie de l'Université et concevoir que nos élus ne fassent pas de permanence où ils pourraient aider chacun à trouver réponse à son problème de bourse, de réinscription, d'orientation.... Comment faire avancer l'idée que la vie de la fac, ça les concerne, qu'il est important de voter aux élections si nous ne prenons pas le temps et les moyens de faire un compte-rendu à tous les étudiants, des interventions et initiatives de l' élu, des acquis obtenus par son action. Enfin alors que nous savons que répondre aux attentes des étudiants nécessite qu'ils s'en mêlent et pèsent dans le débat, comment pouvons-nous encore avoir des élus qui ne soient pas constamment à l'écoute des problèmes de l'amphi, prêts à proposer des formes d'intervention susceptibles de rassembler largement et de gagner. Beaucoup plus se tourner vers les étudiants est une condition de la démocratie, de l'efficacité de nos élus.

Travailler différemment, mieux, dans les amphis, c'est en fait constituer une organisation nationale beaucoup plus forte, plus apte à faire gagner les étudiants.

Mettre en oeuvre une nouvelle démarche, cela ne se fera pas sans effort. Car il ne s'agit pas seulement d'améliorer un peu notre activité, il faut franchir une nouvelle étape. Oui, L'UNEF doit changer. Et c'est possible. Notre orientation, notre démarche correspondent à l'attente des étudiants. C'est vrai partout, même là où pour l'instant le nombre de syndiqués est très en-dessous de ce qu'il faudrait. Dans chaque fac, quelle que soit la situation, les étudiants ont besoin de l'association UNEF dans leur amphi.

C'est encore plus vrai lorsque l'on voit que depuis 2 ou 3 ans le débat a changé à l'Université. Nous sommes passés d'une absence de débat, de la désespérance à un débat sur la qualité de la formation. Nul doute non plus que notre orientation correspond de ce fait encore beaucoup plus à ce que veulent les étudiants.

Partout faisons vivre cette démarche en nous tournant vers tous les étudiants. Nos possibilités dans ce domaine sont réellement immenses.

LES ASSOCIATIONS

C'est toute cette nouvelle démarche syndicale que nous proposons d'adopter qui est en jeu dans ces associations. Et c'est cela que nous avons débattu depuis des mois dans les Congrès. Impulser une nouvelle démarche syndicale, donner un élan nouveau, nécessaire, à la syndicalisation, c'est faire auprès de chaque étudiant la démonstration concrète de l'utilité et de l'efficacité du syndicat.

Pour un étudiant, se syndiquer, ce n'est et ce ne peut-être d'abord adhérer à une organisation nationale. Par contre, cela doit être se donner les moyens de résoudre à chaque fois qu'il se pose des problèmes qui entravent la poursuite de sbonnes études. cela commence bien sûr par le T.D., l'amphi, l'UER, car c'est là que surgissent les mille problèmes qui entravent la vie de l'étudiant, de la salle non chauffée au chaises manquantes, du cours que l'on rate et que

l'on voudrait rattraper, au matériel moderne qui fait défaut dans le labo de SNV, du cours de droit dont on aimerait débattre l'utilité formatrice avec le prof, aux heures qui nous manquent à tel endroit pour boucler le programme.

... tout cela, nous y sommes confrontés régulièrement. Quel étudiant qui ne l'a pas vécu ? Quel est celui qui n'a pas râlé arrivant trop tard dans un amphi comble et ne trouvant pas de place ? Quel est celui qui n'a pas fait la remarque qu'une carte de géo pour trois ça ne suffit pas ! "qu'il faudrait bien faire quelque chose tout de même, oui, mais quoi ?".

Eh bien c'est d'abord pour résoudre tout cela que l'on se syndique. C'est pour se donner les moyens de résoudre ensemble ces problèmes que l'on crée l'Association de l'amphi. Tout simplement parce qu'on en a besoin. Et c'est une démarche très naturelle que de choisir de s'en préoccuper ensemble.

A nous de donner toute leur efficacité à ces Associations, et d'en faire vivre la démonstration. cela signifie qu'avec l'ensemble des étudiants de l'UER on fait le compte des besoins de tous et de chacun pour y réussir ses études ; qu'ensemble on réfléchit aux meilleurs moyens d'y répondre. Cela passe par les polys, cela peut passer par la mise en place de cours de soutien, cela peut passer par la lutte également, sous des formes diverses, lorsque l'on n'obtient pas rapidement satisfaction pour l'achat de livres récents ou le dédoublement de tel ou tel TD. Avec leur Association de l'UNEF, les étudiants donnent le moyen de les gagner.

Mais cela nécessite de notre part aussi une démarche encore beaucoup plus ouverte, beaucoup plus publique, beaucoup plus large. On ne peut dans le même temps prétendre associer tous les étudiants à la défense de leurs études, et se priver de leur poser à tous, collectivement et individuellement, la question de leur syndicalisation.

Non seulement parce que le nombre est une garantie de succès, mais aussi parce que chacun est concerné.

L'association, c'est le biencommun de tous les étudiants de l'amphi. Et c'est un grand appel que nous lançons à tous ceux qui veulent réussir leurs études, à tous ceux qui veulent être formés à un métier à l'Université : ensemble constituez vos associations.

Et ces associations, qui sont l'émanation des étudiants de l'amphi, de leur volonté de gagner de honnes études, ont pour elles un atout irremplaçable, elles se constituent dans l'UNEF. Cela signifie en particulier qu'elle bénéficient de l'expérience d'année de luttés et de succès, qu'elle bénéficient de la réflexion des autres associations de toutes les facs de France, de leur solidarité, qu'elle bénéficient de la représentativité de la force, des acquis d'un grand syndicat national.

Mais cela ne signifie nullement monotonie, bien au contraire ! Chaque association est riche de sa propre expérience, de ses propres préoccupations, de sa propre réflexion. La volonté, l'imagination, la détermination y nourrissent l'expérience collective.

Dans chaque association, ce sont les étudiants qui décident. Les associations, c'est la diversité.

Oui vraiment, nous avons bien raison de dire aux étudiants : "Constituez vos associations".

Réunis dans cette association, les étudiants ont besoin de se rassembler nationalement. Ce rassemblement national est nécessaire pour que les étudiants pèsent de tout leur poids dans l'avancée du pays, pour que les études supérieures soient toujours plus et mieux liées au développement économique et social, pour que la formation corresponde aux besoins du pays et de la région.

En retour, la nation a besoin de porter toute l'attention nécessaire à la bonne santé de l'enseignement supérieur en s'en donnant les moyens économiques et en écoutant les étudiants. C'est pourquoi les adhérents des associations d'UER se regroupent en une Union Nationale qui donne de l'écho à leurs luttés, à leurs initiatives. Sur les grands projets, après que les associations aient consulté les étudiants, débattu avec eux, l'Union Nationale discute avec le Ministère et les divers organismes universitaires nationaux et leur fait des propositions. Nous le voyons bien le débat actuel sur la nouvelle loi d'orientation. Depuis deux ans, l'Union Nationale fait part de nos exigences et de nos soucis au Ministère et aux parlementaires et ceux-ci en tiennent compte. Aujourd'hui, par son rassemblement national de plusieurs milliers d'étudiants, l'Union Nationale a montré qu'elle était utile pour nous faire entendre, nous unir et peser plus lourd. La voix de l'UNEF, ça compte et ça doit compter encore plus. Décidément, l'Union de tous les étudiants dans leurs amphis et leurs UER, rassemblé dans un grand syndicat national c'est efficace, c'est du solide. L'Union Nationale aide à développer la solidarité avec les initiatives organisées par les associations en les popularisant, en leur donnant de l'écho.

Parce que l'Université ne peut pas et n'est pas coupée de la vie du pays, parce que les étudiants sont des futurs travailleurs, l'Union Nationale permet de développer des liens importants avec les syndicats de travailleurs, d'enseignants, notamment la CGT et le SNESup mais aussi avec la FEN et la CFDT.

L'Union Nationale c'est aussi la solidarité des étudiants de France avec tous les étudiants du monde. qui luttent pour leur droit aux études, pour leur libertés, pour l'indépendance de leur pays, contre le colonialisme, la misère et la faim, pour la paix.

L'Union Nationale par son infrastructure constitue un grand point d'appui pour aider les associations à développer l'entraide et la solidarité étudiante. Sa coopérative et son imprimerie sont à la disposition de tout le monde et cela est précieux pour notre propagande, nos polys, les thèses, les guides. C'est précieux pour l'ensemble des étudiants. L'Union Nationale peut nous aider à créer nous-mêmes, dans nos facs, nos propres infrastructures ; par exemple depuis le début de cette année, les différentes coopératives, le service voyage.

L'Union Nationale nous aide à développer l'information pour que les étudiants participent aux élections et fournit le matériel de propagande. Son influence majoritaire dans les facs de France est un atout inestimable pour chaque association d'UER, elle-même unie à des centaines d'autres. De même elle coordonne l'action des élus et les aides à accomplir leur tâche.

Ainsi l'Union Nationale des Etudiants de France est bien l'outil indispensable pour réussir nos études, pour construire l'Université qu'il nous faut. Tous les étudiants sont concernés par cette grande affaire : construire l'UNEF de tous les étudiants. Ce projet, construire ce syndicat nouveau, est ambitieux. Mais c'est possible. Il demande aux étudiants de prendre leurs responsabilités et il nous demande beaucoup d'efforts. Il s'agit d'apprendre à mieux écouter, à plus et mieux prendre en compte les exigences des étudiants comme nous l'avons dit tout à l'heure. C'est un pari que nous lançons. Un véritable défi.

-0-

Nous l'avons dit :

Rien de ce qui est étudiant ne nous est étranger.

Tout au long des mois d'intervention syndicale qui nous séparent de notre dernier Congrès, nous avons agi, nous avons engrangé des acquis ; et la moisson a été belle.

Ces acquis ont commencé à modifier la vie à l'Université. Dans de nombreux amphis, la solidarité étudiante, c'est du concret. Mais nous sommes encore loin du compte : il faut appliquer une nouvelle logique universitaire ; le débat sur la loi d'orientation doit être le moment privilégié pour dire haut et fort l'Université l'Université qu'il faut au pays.

Nous voulons que les étudiants interviennent dans ce débat, qu'ils formulent avec l'UNEF leurs propositions, qu'ils multiplient les initiatives d'action.

C'est pour cette raison, que je propose au Congrès d'organiser dès lundi trois semaines nationales d'action marquées par des initiatives communes avec les enseignants, des débats dans les amphis, des rencontres avec les parlementaires locaux, des actions diversifiées et multiformes.

Les étudiants ont leur mot à dire et ils le diront dans un esprit constructif avec la volonté d'améliorer la loi et non pas de revenir en arrière.

La principale organisation étudiante tient son Congrès au moment où un débat décisif traverse l'Université, cela ne peut laisser personne indifférent.

Notre Congrès va maintenant discuter, proposer, décider. Délégués de toutes les villes universitaires de France, notre responsabilité est immense. Des décisions de notre Congrès dépendent pour une large part les orientations du mouvement étudiant, l'avenir de l'Université.

A L'UNEF, l'avenir nous le construisons. Nous Allons proposer, agir, négocier pour gagner.

VIVE L'UNEF !